

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Préfecture

Direction de l'Action Locale

Bureau des procédures environnementales

Arrêté préfectoral mettant en demeure la société LONGWY METAUX de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral 2000-211 du 9 mai 2000 modifié autorisant l'exploitation de son site de VILLERS-LA-MONTAGNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Officier de la Légion d'Honneur

N° 2015-0035

Vu le livre V du code de l'environnement, et notamment son article L.171-8 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à la déclaration n° 2713 ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à la déclaration n° 2714 ;

Vu l'arrêté préfectoral 2000-211 du 9 mai 2000 modifié autorisant la société LONGWY METAUX à exploiter une installation de traitement, de transit, de regroupement et de tri de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de VILLERS-LA-MONTAGNE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 2013-0442 du 2 décembre 2013 actualisant le recensement des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquant à l'installation susvisée, figurant dans l'arrêté préfectoral d'autorisation 2000-211 du 9 mai 2000 ;

Vu les constatations faites par l'inspection des installations classées de la DREAL le 8 décembre 2015 lors de la visite de contrôle du site exploité par la société LONGWY METAUX à VILLERS-LA-MONTAGNE, et consignées dans son rapport PP/TC/NW/1023-215 en date du 13 janvier 2016 ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté le mauvais entretien du site exploité par la société LONGWY METAUX à VILLERS-LA-MONTAGNE, l'absence de maintenance régulière des infrastructures telles que les bâtiments, les voiries qui sont dans un état de délabrement avancé, ce qui constitue des manquements aux dispositions des articles 8 et 9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation

2000-211 du 9 mai 2000 modifié qui prescrivent :

- « Article 8 : « L'ensemble du site sera maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence »,
- Article 9 : « Ces voies (de circulation) seront nettement délimitées, entretenues en constant état de propreté... » ;

Considérant que l'inspection des installations classées a relevé que de nombreux déchets ne sont pas triés et sont entreposés sans précaution particulière sur le site exploité par la société LONGWY METAUX à VILLERS-LA-MONTAGNE, ce qui constitue des manquements aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2000-211 du 9 mai 2000 modifié qui prescrit :

- « d'une manière générale, les déchets produits devront être entreposés sélectivement suivant leur nature avant évacuation, de manière à faciliter leur récupération ou élimination en extérieur »,
- dans l'attente de leur élimination, les déchets seront stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution »,
- des mesures de protection contre la pluie, de prévention des envols seront prises » ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté que des volumes importants de pneumatiques usagés (plusieurs milliers de mètres cubes) sont stockés sur le site exploité par la société LONGWY METAUX à VILLERS-LA-MONTAGNE, ce qui constitue un manquement aux dispositions de l'article 30 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2000-211 du 9 mai 2000 modifié prescrivant que « Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, le stock actuel de matières caoutchouteuses usagées, d'un volume de 300 m³ environ, sera réduit à 120 m³, réparti dans 4 bennes de 30 m³ chacune maximum, implantées à l'extérieur des bâtiments, sur sol étanche » ;

Considérant que l'inspection des installations classées a vu que des tonnages importants de papier - cartons sont stockés sur le site exploité par la société LONGWY METAUX à VILLERS-LA-MONTAGNE, ce qui constitue un manquement aux dispositions de l'article 39 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2000-211 du 9 mai 2000 modifié prescrivant que « la quantité de papier-carton présente sur le site doit être inférieure à 35 tonnes » ;

Considérant que l'inspection des installations classées a observé que de nombreux déchets métalliques et caoutchouteux sont entreposés directement sur le sol naturel, sans précaution particulière, ce qui constitue un manquement aux dispositions de l'article 11.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2000-211 du 9 mai 2000 modifié prescrivant que « les opérations susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols doivent être effectuées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites ou égouttures éventuelles et des eaux de ruissellement. Elles comprennent notamment : le stockage des déchets métalliques, le stockage des caoutchoucs usagés, le stockage des papiers cartons »,

Considérant que l'inspection des installations classées a relevé que les surfaces et volumes de déchets effectivement stockés sur le site susvisé sont supérieurs à ceux autorisés à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2013-2011 du 2 décembre 2013 imposant des :

- « Récupération de métaux occupant une surface de 400 m² »
- et « Volume maximal de déchets pouvant être présent : 820 m³ » ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté l'absence de dispositif de recueil, d'acheminement, de stockage et de traitement des eaux de ruissellement de son site susvisé avant rejet dans le milieu naturel, ce qui constitue un manquement aux dispositions de l'article 11.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2000-211 du 9 mai 2000 modifié imposant que « *les aires résiduelles provenant des aires citées ci-dessus, susceptibles d'être polluées, ne devront pas être rejetées à l'égout ou dans le milieu naturel qu'après avoir traversé une fosse de décantation et un dispositif capable de retenir les hydrocarbures et autres produits polluants. Les effluents rejetés ne devront pas dépasser les valeurs limites suivantes : MES : 100 mg/l ; hydrocarbures totaux : 10 mg/l* » ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté que les registres de déchets entrants et sortants sont incomplets, ce qui constitue des manquements aux dispositions des articles 7.1.2 et 7.3.2 des arrêtés ministériels des 13 octobre 2010 et 14 novembre 2010 qui fixent respectivement les prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous les rubriques n° 2713 et n° 2714,

Considérant que la société LONGWY METAUX doit être mise en demeure de se conformer aux conditions imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation et les deux arrêtés ministériels susvisés comme le prévoit l'article L. 171-8 du code de l'environnement disposant que « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.* » ;

Considérant que le non-respect des dispositions réglementaires susvisées est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARRETE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La société LONGWY METAUX, représentée par son gérant Monsieur Philippe DELPORTE, établie route d'Hussigny à VILLERS-LA-MONTAGNE, est mise en demeure pour la poursuite d'exploitation de son installation de traitement, de transit, de regroupement et de tri de déchets non dangereux exploitée à la même adresse de se conformer aux dispositions suivantes :

1. dans le délai maximal d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté :

- à la mise en conformité des registres des déchets entrant dans l'installation et en sortant, conformément aux dispositions des articles 7.1.2 et 7.3.2 des arrêtés ministériels des 13 octobre 2010 et 14 novembre 2010 qui fixent respectivement les prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous les rubriques n° 2713 et n° 2714,

2. dans le délai maximal d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté :

- au nettoyage complet du site afin de satisfaire aux prescriptions fixées aux articles 8 et 9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2000-211 du 9 mai 2000 modifié imposant que l'ensemble du site soit maintenu propre, que les bâtiments et installations soient entretenus en permanence et que les voies de circulation soient nettement délimitées, entretenues en constant état de propreté... ,
- au tri et à l'entreposage des déchets dans des conditions de sécurité, conformément aux prescriptions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2000-211 du 9 mai 2000 modifié disposant que les déchets produits devront être entreposés sélectivement et dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution,
- à la réduction des stocks de caoutchoucs usagés et à leur entreposage dans des conditions de sécurité, conformément à l'article 30 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2000-211 du 9 mai 2000 modifié qui prescrit que le dépôt de caoutchoucs usagés est limité à 120 m³ répartis dans 4 bennes de 30 m³ chacune maximum, implantées sur sol étanche,
- à la réduction des stocks de papier-carton, conformément à l'article 39 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2000-211 du 9 mai 2000 modifié qui prescrit que la quantité de papier-carton présente sur le site doit être inférieure à 35 tonnes,
- à la réduction des stocks de déchets non dangereux afin de ramener leur volume et leur occupation au sol dans les limites autorisées par l'arrêté préfectoral complémentaire 2013-2011 du 2 décembre 2013 :
 - récupération de métaux occupant une surface de 400 m²,
 - volume maximal de déchets pouvant être présent : 820 m³,

3. dans le délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté :

- à la construction et ou à la restauration de l'étanchéité des plateformes de stockage des déchets conformément aux prescriptions de l'article 11.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2000-211 du 9 mai 2000 modifié, qui prescrit notamment que le stockage des déchets métalliques et caoutchoucs usagés doit être effectué sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites ou égouttures éventuelles et des eaux de ruissellement,
- à la construction d'un dispositif d'assainissement satisfaisant aux prescriptions fixées par l'article 11.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2000-211 du 9 mai 2000 modifié disposant que les eaux résiduelles des aires de stockage de déchets ne devront être rejetées à l'égout ou dans le milieu naturel qu'après avoir traversé une fosse de décantation et un dispositif capable de retenir les hydrocarbures et autres produits polluants.

Article 4 - Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer aux prescriptions de cet arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et L 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY – 5, place de la Carrière – case officielle n° 38 – 54 036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant ; le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfet de BRIEY, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur de la Société LONGWY METAUX

Et dont copie sera adressée :

- au maire de VILLERS-LA-MONTAGNE.

NANCY, le 22 FEV. 2016

le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Jean-François RAFFY

